

# LUTTE DE CLASSE

**Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS**

MARS 1966

## POUR LE COMMUNIQUÉ

On appelait "action pour le communiqué", pendant la guerre de 14, les attaques coûteuses et inutiles lancées par des généraux avides de publicité. C'est encore une série d'actions de ce genre que l'on voit se dérouler depuis le début de février. Des dizaines de milliers de travailleurs y ont laissé un peu de leur salaire pour un résultat égal à zéro.

Bien sûr, les stratèges nous expliquent que tout cela fait partie d'un plan de grande envergure, qu'il s'agit d'une préparation et que bientôt on va voir ce qu'on va voir. Le malheur, c'est que cette préparation a déjà un peu trop duré. Sans vouloir remonter trop loin, ni rappeler tous les détails, nous avons déjà eu :

- le 18 mars 1964: grève de 24 heures du secteur public et actions diverses dans le privé.
- le 11 décembre 1964: grève générale du secteur public.
- les 28 et 29 janvier 1965:  
grèves du secteur public étalées sur deux jours.

Ensuite, plus rien (il y avait des élections en vue et, bien sûr, il ne fallait pas faire peur aux bourgeois). Maintenant, il faut tout recommencer depuis le début: première grève d'avertissement, puis deuxième grève d'avertissement... sur quoi on arrivera aux vacances, où comme chacun sait il n'y a rien à faire. Si bien qu'une fois de plus on repartira de zéro et, de préparation en préparation, on atteindra sans coup férir les congés... de 1967, à moins que ce ne soient ceux de l'an 2.000.

En attendant, les patrons peuvent continuer à dormir sur leurs deux oreilles. Ce genre de "préparation", qui n'aboutit jamais à rien, ne menace pas la production, c'est-à-dire les profits. Ils continueront donc, imperturbablement, à nous lâcher les quelques centimes d'augmentation prévus depuis toujours dans leurs calculs. Moyennant quoi, ils continueront à nous exploiter toute notre vie et, après nous, nos descendants.

Tout le monde sait pourtant qu'une grève menée avec énergie est très souvent payante. Les patrons peuvent difficilement supporter de voir leurs profits s'envoler en fumée. Sur-

tout, ils craignent que la colère des travailleurs ne finisse par déborder et leur faire perdre plus que leur argent.

Mais tout se passe précisément comme si les grands chefs qui, depuis des années, nous mènent de préparation en préparation, ne voulaient à aucun prix d'une lutte réelle et efficace. En mars 1963, les mineurs se mettent en grève et y restent pendant 35 jours. Une grève simultanée du secteur public (qui avait les mêmes revendications) aurait permis aux uns et aux autres de briser le carcan de la stabilisation, qui n'a évidemment stabilisé que les salaires. Mais bien sûr ce n'était pas le moment. L'heure de la grève du secteur public ne devait sonner qu'un an plus tard quand il n'y avait aucun mouvement nulle part.

De même, en décembre 64 et janvier 65, on a vu se succéder 3 grèves du secteur public. Mais par un hasard vraiment curieux, tout était terminé en avril quand éclataient les grèves chez PEUGEOT et BERLIET, qui devaient se prolonger deux mois et échouer finalement dans l'indifférence générale et le silence embarrassé des directions syndicales qui ne s'étaient même pas donné la peine d'informer les travailleurs de la région parisienne lors du déclenchement du conflit.

Les grèves actuelles, du reste, présentent aussi des côtés mystérieux. La grève des postiers s'étale du 24 au 26 février, chaque catégorie débrayant à son tour. La grève des cheminots a lieu les 17 et 18 mars; celle du métro a eu lieu le 1er mars (mais les autobus roulaient). Quant aux "journées d'action" de la métallurgie, elles tombent, tout à fait par hasard, le 24 février et le 15 mars, jours où les transports fonctionnent.

Devant cette gabegie, certains pince-sans-rire n'hésitent pas

à déclarer "qu'on ne déclenche pas "une grève en appuyant sur un bouton". Certes. Faut-il alors supposer que les travailleurs aiment beaucoup mieux faire la grève quand ils sont sûrs qu'elle ne servira à rien et s'arrangent donc pour la faire toujours en ordre dispersé? Ou ne faut-il pas plutôt penser que ceux qui donnent les ordres de grève ont en vue d'autres intérêts que ceux des travailleurs?

On peut d'autant mieux le penser que ce que l'on sait des tractations entre les directions syndicales et les capitalistes n'est pas toujours très ragoûtant. Les militants de la C.G.T. toujours prêts à demander "d'où vient l'argent?" quand il ne s'agit pas de leur boutique, feraient mieux de rechercher à la suite de quelles compromissions leur propre organisation reçoit des fonds du gouvernement - soi-disant pour la formation de cadres syndicaux. Et ils pourraient également se demander par quel accès de générosité le gouvernement gaulliste envisage d'accorder à un dirigeant de la C.G.T. un confortable fromage au Bureau International du Travail, privilège réservé jusqu'ici aux partisans les plus enthousiastes de la collaboration des classes.

Il faut être bien naïf pour s'imaginer que des fonctionnaires syndicaux, qui ont depuis longtemps perdu tout contact avec la vie des travailleurs, et que leurs intérêts personnels lient de plus en plus fortement à la bourgeoisie, pourraient prendre la tête d'une lutte ouvrière autrement que pour l'étouffer. Ils peuvent bien faire des discours démagogiques: leur seul but est de nous utiliser comme masse de manoeuvre pour se faire une situation. Les généraux de l'armée de papa faisaient tuer leurs soldats pour le communiqué. Nos modernes Na poléons nous mobilisent et nous démobilisent pour décrocher des sièges dans les conseils de la bourgeoisie.

Il est arrivé que les soldats

se mutinent et fusillent ceux qui les envoyaient à la mort. A quand la mutinerie des travailleurs contre ceux qui se font les complices des exploiters? Rouspéter dans son coin n'est pas une solution. Il faut s'organiser pour agir. Seule une organisation dirigée par les travailleurs eux-mêmes pourra engager une lutte efficace, aboutissant à des avantages réels, et non une parodie d'action, bonne tout au plus à alimenter les communiqués de la bureaucratie.

-----

## la solution-miracle .

Les syndicats allemands sont encore plus réformistes que les nôtres (mais oui! c'est possible). Aussi cherchaient-ils le meilleur moyen de collaborer avec les capitalistes: ils ont trouvé. Leur grande ambition est d'obtenir dans les mois à venir l'extension de la " cogestion ".

Cette formule n'est pas récente. Elle a été introduite en 1947 dans une Allemagne alors occupée par les autorités anglaises soucieuses de retirer aux " barons de la RHUR " une partie de leurs pouvoirs... Rassurez-vous! Cette mesure prétendument démocratique n'a pas empêché la puissance desdits "barons" et de leurs successeurs de devenir plus florissante que jamais...

Appliquée à l'origine à 89 sociétés minières et sidérurgiques, cette cogestion se traduit par l'attribution au sein du "conseil de surveillance" (en schématisant: proche du conseil d'administration français) d'un nombre égal de sièges aux représentants du personnel et à ceux des capitalistes. De plus, le " directeur du travail " (notre "chef du personnel") est en général un fonctionnaire syndical. Une loi de 1952 a rendu possible l'extension de cette formule à de nouveaux secteurs de l'économie mais, dans le cas des nouvelles entreprises concernées, les délégués des salariés ont seulement un tiers des sièges du conseil de surveillance. A l'heure actuelle, il y a 10.000 délégués des travailleurs dans les conseils de surveillance, ce qui est peu.

Les syndicats allemands le regrettent. Comme on les comprend! Cette cogestion c'est en effet la "solution-miracle" qui leur permettrait de renforcer leur emprise sur les travailleurs et de collaborer en toute quiétude avec les patrons. Il s'agit donc, dans un premier temps, de réclamer l'extension de cette cogestion à une cinquantaine de firmes chimiques les plus importantes.

Comme les " délégués du personnel ", élus par des procédures complexes, seront des hommes des syndicats ou ayant leur bénédiction, ils a-

dopteront évidemment une attitude conforme aux intérêts de ces organisations bureaucratiques. Celles-ci ne font pas mystère de leurs conceptions et de leurs intentions: il s'agit de mettre fin aux affrontements de classes en aménageant la société capitaliste; car, comme l'écrit la revue du syndicat des métaux, " cogestion et socialisation sont deux notions fondamentalement différentes ". Et nos vaillants "défenseurs" de la classe ouvrière de se référer à ce texte éminemment révolutionnaire qu'est l'encyclique Mater et Magistra. Du reste, ils disent, à qui veut les entendre, que leurs revendications ne compromettent en rien l'économie sociale de marché chère à Monsieur ERHARD; ce dernier ne les démentira sans doute pas qui semble avoir prévu la cogestion dans la " société structurée " dont il vante les mérites. N'est-ce pas touchant, toutes ces attentions réciproques?

En conséquence de quoi, les syndicats qui vont pouvoir " placer une partie de leur appareil aux leviers de l'économie " (l'expression est d'un journaliste du "MONDE") seront en mesure de garantir aux capitalistes la bonne tenue des ouvriers; ceux-ci auraient en effet mauvaise grâce à ne pas se féliciter des accords qui interviendront entre les capitalistes et leurs " propres représentants ". Donc, plus de grèves surprises et d'exigences déraisonnables à craindre pour les patrons. Si ceux-ci ont des doutes, qu'ils s'en rapportent aux déclarations de nombreux responsables des secteurs minier et sidérurgique où la cogestion est appliquée depuis 19 ans; lesdits responsables reconnaissent que cette formule n'a pas donné les résultats escomptés et qu'elle n'a pas amélioré la situation des travailleurs concernés.

On s'étonne, dans ces conditions, que patrons et syndicalistes français n'aient pas encore songé à s'entendre pour mettre en pratique une formule semblable qui répond si bien à leurs intérêts... communs.

-----  
CE QUE PARLER VEUT DIRE

Les dirigeants indiens expliquent gravement qu'il n'y a pas de famine en Inde; seulement une disette.

Comme l'écrit le correspondant du MONDE (17 mars 1966) : " il y a un malentendu réel. Il est bien vrai comme l'a dit le premier ministre, Madame Indira GANDHI qu'il n'y a pas de famine si l'on entend par là que les gens tomberaient comme des mouches dans la rue. Le grave déficit alimentaire de cette année - généralement évalué à une quinzaine de millions de tonnes de céréales - signifie surtout que des millions de familles qui, même en temps normal, ne consomment que les deux tiers du "minimum vital" tel qu'il est défini par les experts, ne mangeront plus qu'une fois tous les deux jours au lieu de faire quotidiennement un seul repas dont l'insuffisance était déjà patente ".

On ne voit pas encore quelle définition les paysans indiens ont pu donner de leur... disette.

Des émeutes de la faim ont eu lieu. Malheureusement, les capitalistes indiens ne tombent pas encore comme des mouches dans les rues.

-----

Dans notre dernier numéro, nous avons fait un récit de la grève de ZWARTBERG d'après la presse bourgeoise belge.

Aujourd'hui, nous publions le texte d'un tract diffusé en flamand et en wallon par un groupe de travailleurs de l'usine de Cockerill-Ougrée (banlieue de Liège) qui édite un bulletin dont nous avons déjà parlé.

---

Camarades de Cockerill-Ougrée et de Zwartberg.

Les mineurs de Zwartberg luttant pour leur pain, se heurtent aux forces de répression.

Le combat qui les oppose aux gendarmes, au patron, à notre patron, au régime, est notre combat et par-dessus toutes les divergences linguistiques, la solidarité de classe nous unit.

C'est pourquoi, les travailleurs de Cockerill-Ougrée ne peuvent se dissocier de leurs frères limbourgeois dont ils partagent le deuil et dont ils prolongent l'action.

Contre les fermetures sans reconversion préalable !

Contre le régime dominé par le capital !

Pour le droit au travail !

Pour le droit à la vie !

Pour la loi LEGREVE sur le fermeture des entreprises !

Etendons la grève - Allons à la grève générale !

Le Groupe Ouvrier de Cockerill-Ougrée.

Depuis 1961, le Groupe Ouvrier indépendant de tout parti politique et de tout syndicat et uniquement composé de travailleurs, lutte contre la bourgeoisie et ses agents.

Dans ce but, il informe constamment les travailleurs et les organise au sein de groupes autonomes au sujet desquels nous souhaiterions rester en contact avec les camarades mineurs limbourgeois.

---

Pour ceux qui font semblant de s'intéresser à l'origine de nos ressources, précisons que le coût de ce bulletin (environ 70 francs) est très facilement couvert par les versements des militants et sympathisants du G.L.A.T.

---

## **Camarade qui as lu ce bulletin,**

tu te demandes peut-être qui nous sommes et où nous voulons en venir ?

Militants révolutionnaires, nous cherchons à nous rendre utiles à la classe ouvrière en diffusant des informations soigneusement étouffées par les partis et les syndicats qui se disent ouvriers.

Partout dans le monde, sans aucune exception, **la société est divisée en deux classes** : celle des travailleurs, qui produit toutes les richesses, et celle des capitalistes — bourgeois ou bureaucrates, peu importe — qui dispose de ces richesses, et aussi de la vie même des travailleurs.

Ce régime d'exploitation ne prendra fin que le jour où **la classe ouvrière saura s'organiser pour prendre elle-même en mains les instruments du pouvoir** — les armes, arrachées à l'Etat, et les moyens de production, arrachés aux capitalistes et à leurs valets.

C'est donc en vain que des charlatans prétendent lutter contre l'exploitation par des votes, des pétitions et autres manifestations dérisoires. Pas plus que ceux qui les ont précédés, les exploités d'aujourd'hui n'abandonneront le pouvoir de leur plein gré.

**Mais c'est en vain aussi que partis et syndicats prétendent opposer aux dirigeants capitalistes des dirigeants « ouvriers ».** En tenant les travailleurs à l'écart des leviers de commande, en les soumettant, comme dans l'entreprise capitaliste, à une hiérarchie de chefs et de cheffillons, ils ne font que compléter et renforcer la domination de la bourgeoisie. C'est bien pourquoi ces organisations se montrent totalement impuissantes, non seulement à renverser le capitalisme, mais même à défendre les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière. Il faut en finir avec les illusions et les vantardises bureaucratiques : **seule l'action voulue et menée par les travailleurs eux-mêmes peut arracher aux capitalistes autre chose que des miettes.**

### **Nous disons donc :**

- qu'une décision — de grève, de reprise, d'acceptation ou de refus d'un accord, etc. — n'est valable que si elle a été prise après une discussion démocratique **par les travailleurs qu'elle concerne** ;
- que là où une tâche doit être confiée à des **délégués**, ils doivent être élus par une assemblée d'atelier, de bureau ou d'entreprise, pas pour un an ou six mois, mais **uniquement pour cette tâche précise**, sur mandat impératif donné par les travailleurs ;
- que la première tâche à confier à des délégués, c'est l'établissement de contacts avec les autres entreprises de la localité, de la région, du pays et de l'étranger. C'est une réunion de délégués dûment mandatés et non une poignée de bonzes inamovibles, qui peut seule coordonner la lutte des travailleurs.

Est-ce l'anarchie, ou une invention de rêveurs ? Non, **c'est l'organisation qui a été adoptée par les travailleurs eux-mêmes**, chaque fois qu'ils se sont mis en mouvement pour la défense de leurs intérêts. C'est ainsi que pourront naître les organes de classe qui abattront un jour le pouvoir des exploités.

Nous savons très bien que cela n'est pas pour demain. Nous n'avons pas la naïveté de croire que la révolution va se faire toute seule. Nous croyons au contraire que pour qu'elle soit victorieuse, il faut la préparer avec patience, en développant peu à peu les liaisons qui permettront à la classe ouvrière d'organiser elle-même son action.

Il ne s'agit pas de former de nouveaux dirigeants pour remplacer ceux qui ont fait faillite. Il s'agit, pour ceux qui sont d'accord sur ces positions, de **se grouper** pour mieux les propager, pour lutter plus efficacement, pour faire connaître aux travailleurs la possibilité qu'ils ont de se libérer eux-mêmes de l'esclavage capitaliste.

**Groupe de Liaison pour l'Action des Travailleurs (G. L. A. T.)**

Ce bulletin est destiné à informer les travailleurs. Les nouvelles de la vie ouvrière peuvent nous être envoyées, soit par l'intermédiaire des diffuseurs, soit en écrivant à l'adresse suivante : Jean RENAULT - 73, rue Blanche, Paris-IX<sup>e</sup>.